

BRÈVES ÉCONOMIQUES

AFRIQUE CENTRALE

Semaine du 14 au 18 septembre 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE YAOUNDE

Faits marquants de la semaine :

- **Régional** : publication du baromètre économique de la Banque mondiale.
- **Cameroun** : 137 M EUR d'engagements affichés lors de la Journée du Groupe de la BIsD à Yaoundé.
- **Congo** : le gouvernement congolais projette la croissance économique à 6,9 % en 2027.
- **Gabon** : l'audit interne de la dette publique la fait repasser sous le plafond communautaire de 70 %.
- **Guinée Equatoriale** : adoption en première lecture d'une réforme du code minier.
- **Tchad** : S&P maintient la note du Tchad à "B-/B".
- **RDC** : le projet de loi de finances 2027 prévoit un budget en hausse de 12,7 % à 24,8 Mds USD.

Régional

Publication du baromètre économique de la Banque mondiale

La Banque mondiale a [publié](#), le 15 septembre 2026, l'édition d'été de son Baromètre économique de la CEMAC, révélant un ralentissement de la croissance régionale à 2,6 % en 2025, contre 3,2 % en 2024. Parmi les pays membres, le Tchad et la République centrafricaine se distinguent par les meilleures performances, portées respectivement par l'extraction pétrolière et les exportations aurifères, tandis que la Guinée équatoriale subit la contraction la plus marquée, avec un recul de 5,8 %. Sur le plan des équilibres macroéconomiques, le déficit budgétaire moyen s'est creusé à 3,3 % du PIB (contre 1,6 % en 2024), la dette publique a atteint 53,6 % du PIB, et le solde commercial est passé de 6,7 % à 3,5 % du PIB. Par ailleurs, les réserves de change ont chuté à 4,2 mois d'importations, en deçà du seuil d'adéquation de 5 mois. Côté inflation, la moyenne régionale est redescendue à 2,1 % en décembre 2025, soit sous l'objectif de 3 % pour la première fois depuis 2022, permettant à la BEAC de réduire son taux directeur de 4,75 % à 4,50 % en juin 2026. Malgré ces évolutions, la pauvreté reste endémique : 36,2 % de la population vit avec moins de 3 USD par jour. Enfin, la Banque mondiale anticipe une reprise de la croissance à 3,2 % en moyenne sur 2026-

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

68,9 %

Le poids révisé de la dette gabonaise sur le PIB après l'audit mené par les autorités.

2028, sous réserve de l'accélération du programme PREF-CEMAC II.

Cameroun

Journée du Groupe de la BIsD à Yaoundé : 137 M EUR d'engagements affichés

Le Groupe de la Banque islamique de développement (BIsD) a [organisé](#), le 15 septembre 2026 à Yaoundé, une Journée du Groupe réunissant plus de 500 représentants du gouvernement, du secteur privé, des institutions financières et des partenaires au développement. Cet événement a également marqué le lancement des travaux préparatoires du Cadre d'engagement national (CEF) pour le Cameroun (2027-2029), à l'intersection de la Stratégie nationale de développement 2030 (SND30) et du cadre stratégique décennal de la Banque. L'objectif était de renforcer les partenariats, stimuler l'investissement privé et identifier des solutions aux principaux défis du pays, notamment les déficits d'infrastructures, l'accès des PME au financement, l'emploi des jeunes et des femmes ainsi

que la diversification de l'économie. Les échanges ont porté sur les partenariats public-privé, les énergies renouvelables, les infrastructures vertes, le financement du commerce et le développement du capital humain. Plusieurs [accords](#) de financement et lettres d'intention, d'un montant total de 137 M EUR, ont été signés, dont 95 M EUR alloués, via la filiale ICD (*Islamic Corporation for the Development of the Private Sector*), à un pool bancaire de quatre banques camerounaises, et 41,9 M EUR dédiés au Projet de développement rural intégré du Dja (PDRI-Dja) pour le secteur public.

Roadshow à Londres : les autorités sondent les marchés extérieurs en amont de nouvelles levées de fonds

Une délégation camerounaise menée par le ministre des Finances Louis Paul Motaze s'est rendue à Londres du 9 au 10 septembre. L'objectif de cette mission était de rencontrer les investisseurs afin de préparer de futures levées de fonds, la Programmation Budgétaire à moyen terme prévoyant de mobiliser 1 000 Mds FCFA (1,52 Md EUR) sur les marchés extérieurs en 2027. À cette occasion, la délégation a [présenté](#) aux investisseurs l'économie camerounaise, ses besoins de financement et son portefeuille de projets. Le ministre a par ailleurs indiqué que le Cameroun envisageait d'élargir sa palette à de nouveaux types de financements tels que les Sukuks, les Samourais et les Pandas Bonds dans une optique de diversification.

Signature de nouveaux accords d'investissements dans la métallurgie et le tourisme

L'Agence de Promotion des Investissements du Cameroun (API) a [signé](#) six accords d'investissement avec le secteur privé pour un montant de 370,3 Mds FCFA (564,5 M EUR). La métallurgie concentre 95 % de l'enveloppe, portée par la Cameroon Steel Manufacturing Company (247,5 Mds FCFA), le Complexe multi-industriel du Cameroun (100 Mds FCFA) et AZA Manufacturing (6 Mds FCFA). Les trois projets restants relèvent du tourisme — SCI Émergence (10 Mds FCFA) et Christina Hotel (5,2 Mds FCFA) — et de l'agro-industrie, avec FAGRICAM Industrie (1,6 Md FCFA). Selon l'API, ces projets devraient permettre de générer environ 14 000 emplois au Cameroun.

Congo

Le gouvernement congolais projette la croissance économique à 6,9 % en 2027

La Direction générale de l'économie a publié, le 10 septembre, un rapport sur les Perspectives de

l'économie congolaise. Il en ressort que l'économie congolaise devrait accélérer en 2027, avec une croissance projetée à 6,9 %, contre 5,5 % attendus en 2026. Cette croissance serait soutenue par la bonne tenue des secteurs pétrolier et hors pétrole. Le secteur pétrolier enregistrerait des progressions de 5,6 % en 2026 et de 8,0 % en 2027, portées principalement par l'intensification des investissements consacrés à la production de gaz naturel ainsi qu'au développement de nouveaux projets pétroliers. Le secteur hors pétrole devrait pour sa part enregistrer une croissance de 5,4 % en 2027, après 4,7 % en 2026, favorisée notamment par l'accélération de la mise en œuvre des projets inscrits dans le Plan National de Développement (PND) 2022-2026 et les retombées positives de l'exécution du programme FMI. En ce qui concerne les prix, le taux d'inflation moyen est projeté à 3,4 % en 2026 et à 3,7 % en 2027, au-dessus du seuil communautaire de 3 %.

Les banques préoccupées par l'accumulation des titres publics congolais

Dans un [communiqué](#) publié à l'issue d'une réunion s'est tenue avec le Trésor congolais le 11 septembre à Douala, les Spécialistes en Valeurs du Trésor (SVT) ont souligné leurs limites d'exposition et les contraintes prudentielles à la dette congolaise. Cette rencontre intervient dans un contexte marqué par les forts besoins de financement du Congo sur le marché de la BEAC. À la fin juillet 2026, l'encours des titres publics du Congo atteint 3 041 Mds FCFA (4,6 Mds EUR) contre 2 650 Mds FCFA (4,0 Mds EUR) un an auparavant. Les inquiétudes sont d'autant plus importantes que le secteur bancaire couvre près de 2 325 Mds FCFA (3,5 Mds EUR), soit 76,5 % de la dette du Congo levée sur le marché de la BEAC. Par ailleurs, la demande BTA s'est nettement repliée, le taux de couverture revenant de 74,6 % en juin 2026 à 68,1 % en juillet 2026, soit 6,5 points en un mois. Le taux de couverture des OTA demeure pour sa part élevé, à 91,3 %, mais à un coût moyen de 11,7 % qui compte parmi les plus élevés de la CEMAC. Face à ces difficultés, le Trésor congolais cherche à diversifier les investisseurs et à renforcer la cotation et les échanges de titres sur le marché secondaire pour rendre la dette plus attractive pour les investisseurs non-bancaires.

Présentation du diagnostic du secteur privé du Congo par la Banque mondiale

Le 17 septembre 2026, à l'hôtel Kempinski de Brazzaville, les équipes de la Banque mondiale et de la Société financière internationale (SFI/IFC) ont présenté conjointement les [résultats](#) de leur diagnostic-pays du secteur privé (Country Private Sector Diagnostic, CPSD). Quatre filières hors hydrocarbures — transformation du

bois, logistique portuaire, culture du maïs et aquaculture — ont été identifiées comme porteuses, représentant un potentiel d'investissement de 1,4 Md USD et environ 22 000 emplois. Plusieurs contraintes demeurent toutefois : au-delà de réformes structurelles d'envergure destinées à restaurer l'attractivité du pays, l'amélioration de l'accès à l'énergie et au financement constitue une condition essentielle.

CCA-Bank autorisée à ouvrir une succursale au Congo

Après l'autorisation de la Commission bancaire de l'Afrique centrale (Cobac), le 15 juillet 2026, le ministre congolais des Finances, Christian Yoka, a autorisé, à son tour, le 31 août 2026, l'implantation d'une succursale de CCA-Bank au Congo. L'arrivée au Congo constitue un premier test pour la banque camerounaise qui vise à moyen-terme le Tchad, la Centrafrique et le Gabon. CCA-Bank sera notamment confrontée à la concurrence de BGFI Bank et de Bank of Africa, tandis que la banque camerounaise Afriland First Bank a également obtenu l'autorisation de s'implanter au Congo. Le renforcement engagé en début d'année, avec un capital plus que doublé (de 29 à 61 Mds FCFA) vise à soutenir le développement du groupe en Afrique, y compris hors de la zone CEMAC. Ainsi, CCA-Bank a annoncé la création prochaine d'une filiale en République de Guinée et vise également le Bénin.

Gabon

L'audit interne de la dette publique efface plus de 2 175 Mds FCFA et la fait repasser sous le plafond communautaire de 70 %

Alors que la dette publique gabonaise était estimée jusqu'à présent à 11 700 Mds FCFA au 31 décembre 2025, un nouveau montant de 9 524,6 Mds FCFA vient d'être rendu public le 13 septembre 2026 par le ministère de l'Économie et des Finances dans le cadre de l'audit interne lancé le 17 juin dernier et transmis la semaine dernière au FMI. L'écart entre ces deux chiffres est de plus de 2 175 Mds FCFA. Le communiqué ne donne toutefois pas le détail de cet écart, ni ne précise la part de la dette extérieure, de la dette intérieure, des factures impayées ou des autres engagements de l'État. Il place désormais le niveau de l'endettement du pays en 2025 à 68,9 % du PIB (contre 73,9 % selon les anciennes projections), soit en dessous du seuil d'alerte de la CEMAC, sur la base d'un PIB nominal de 2025 estimé désormais à 13 822 Mds FCFA (contre 12 893 Mds FCFA estimés par le FMI en 2024 dans son art. IV), issu de l'arrimage aux résultats validés du rebasage de 2022. En révélant un niveau d'endettement public inférieur

aux prévisions, Libreville a provoqué un rebond immédiat de ses obligations souveraines. Mais les investisseurs internationaux maintiennent le pays sous stricte surveillance. Il revient désormais au FMI de reprendre ou pas ces nouveaux chiffres pour engager les prochaines discussions en vue d'un programme.

La coopération minière entre le Gabon et la Chine pourrait connaître une nouvelle accélération

En marge de la 28^e édition de la China Mining Conference and Exhibition, le ministre gabonais des Mines et des Ressources géologiques, Sosthène Nguema Nguema, a été reçu en audience par le vice-ministre chinois de l'Industrie et des Ressources naturelles, Sun Shuxian. Les deux responsables ont affiché leur volonté de renforcer le partenariat minier entre Libreville et Pékin autour de la transformation locale, de l'investissement, du transfert de compétences et d'une exploitation plus durable des ressources. Le responsable chinois a plaidé pour une coopération accrue dans l'exploration géologique, les géosciences, la protection de l'environnement et la promotion d'une exploitation minière plus verte. Au cœur des échanges, la transformation locale des ressources minières apparaît comme l'un des principaux axes du partenariat à venir. Sosthène Nguema Nguema a rappelé que plusieurs chantiers structurants sont engagés dans ce domaine, notamment pour le manganèse, le fer et l'or. La Chine entend par ailleurs continuer à soutenir les entreprises chinoises déjà implantées au Gabon. Une visite officielle du Président Oligui en Chine est prévue au mois de novembre de cette année.

La compagnie minière de l'Ogooué (Comilog), filiale d'Eramet, a un nouvel administrateur directeur général

L'ancien responsable de Maurel & Prom au Gabon, Issempedjeno Ngaka, diplômé de l'École polytechnique et fort de plus de vingt années d'expérience internationale dans les industries pétrolière et gazière, a été nommé par le Conseil d'administration de la Comilog pour succéder au 1^{er} janvier 2027 à Leod Paul Batolo après 11 années à la tête d'Eramet Comilog, comme directeur général adjoint puis comme administrateur directeur général. Comilog exploite depuis 1962, à Moanda, l'une des plus riches mines de manganèse au monde. L'entreprise dispose d'une capacité annuelle d'environ 7 millions de tonnes et emploie près de 3 500 personnes, notamment à travers sa filiale Setrag, premier employeur de la province du Haut-Ogooué et l'un des principaux employeurs privés

du pays. L'entreprise est également présentée comme la première entreprise gabonaise, tous secteurs confondus, et la deuxième de la zone CEMAC. M. Ngaka aura notamment pour mission d'améliorer la performance opérationnelle et financière d'Eramet/Comilog, de poursuivre son adaptation aux évolutions du marché du manganèse, et de maintenir un haut niveau de contributions économiques, sociales et sociétales pour le Gabon. Cette nomination intervient à un moment stratégique pour l'avenir de la chaîne de valeur du manganèse au Gabon. M. Ngaka veillera tout particulièrement à la mise en œuvre du protocole d'accord signé le 20 juillet 2026 entre Eramet/Comilog et la République gabonaise pour transformer durablement la chaîne de valeur du manganèse au Gabon.

Guinée équatoriale

Adoption en première lecture d'une réforme du code minier

La Chambre des députés a [approuvé](#) une réforme de la législation minière introduisant un régime spécifique pour les minerais critiques, assorti d'incitations fiscales, de procédures accélérées et de mesures préférentielles pour les investisseurs. Les appels d'offres internationaux deviennent désormais la norme en matière d'octroi de droits miniers, ce qui devrait permettre d'accroître la concurrence et la transparence de la sélection. Le gouvernement prévoit également la création d'une administration minière qui lui faisait jusqu'à présent défaut. Enfin, le texte instaure un régime spécifique de partenariats public-privé pour les infrastructures stratégiques et le raffinage des minerais, afin de développer la transformation locale. Cette réforme témoigne de la volonté du gouvernement de transformer le potentiel minier du pays et *in fine* de diversifier son économie fortement dépendante des hydrocarbures.

Beijing Weineng négocie un contrat de 150 M USD pour la construction de centrales photovoltaïques

Selon une [annonce](#) faite par les autorités équato-guinéennes, des négociations seraient en cours avec la société chinoise Beijing Weineng pour la construction de centrales photovoltaïques dans le pays, évaluée à 150 M USD. Sur le principe, l'énergie produite sera vendue à la compagnie nationale *Sociedad de Electricidad de Guinea Ecuatorial* (SEGESA) et permettra de renforcer l'approvisionnement du réseau électrique. Le gouvernement s'est montré favorable au projet, mais des négociations techniques et financières doivent

encore être finalisées avec l'entreprise. Le gouvernement et l'investisseur doivent notamment s'accorder sur les emplacements exacts, le prix d'achat du kilowattheure, et évaluer la solidité financière de l'opérateur public SEGESA.

Tchad

S&P maintient la note du Tchad à "B-/B"

S&P Global Ratings a [confirmé](#) le 11 septembre 2026 les notes souveraines « B-/B » du Tchad, à long et court terme, en devises comme en monnaie locale, assorties d'une perspective stable et d'un risque de transfert et de convertibilité évalué à « BBB- ». L'agence relève ses prévisions et retient une croissance réelle moyenne de 4,8 % sur 2026-2029, contre 4,3 % précédemment, après 5,2 % estimés en 2025. S'agissant des soutiens à la notation, la structure de la dette extérieure, désormais majoritairement multilatérale et concessionnelle, ramènerait la charge d'intérêts à 4,25 % des recettes publiques en moyenne, après remboursement d'une large part des obligations envers Glencore, tandis que la diversification minière progresse : les exportations d'or sont passées de 369 Mds FCFA en 2024 à 649 Mds FCFA en 2025 et dépasseraient 1 000 Mds FCFA en 2026. Les vulnérabilités demeurent toutefois structurelles : le pétrole représente plus de 40 % des recettes publiques, l'instabilité en Libye, au Niger et au Soudan et les attaques de Boko Haram pèsent sur les équilibres, et l'accueil de plus de 1,5 million de réfugiés soudanais grève les finances publiques, auxquelles s'ajoutent les chocs climatiques. Selon l'agence, un des points de vigilance reste la poursuite du programme FMI dont les décaissements demeurent suspendus dans l'attente des assurances régionales.

Le Tchad suspend les nouvelles autorisations de prospection minière sur tout le territoire

Le 12 septembre 2026, le ministère des Mines, du Pétrole et de la Géologie a annoncé [la suspension](#) de toute nouvelle demande d'autorisation de prospection minière au Tchad. La mesure, rendue publique dans une note circulaire signée le 11 septembre 2026 par la ministre Madame Fatimé Haram Acyl, s'applique à l'ensemble du territoire national et restera en vigueur jusqu'à nouvel ordre. Cette décision fait suite à un arrêté ministériel daté du 10 septembre 2026. Elle intervient dans un contexte de révision du Code minier, de modernisation du cadastre et de volonté affichée de mieux contrôler l'exploitation des ressources minières du pays.

Restrictions sur les exportations céréalières et cotonnières, ouverture symétrique des importations face au choc climatique

Le gouvernement tchadien a interdit, par [arrêté](#) du ministre du Commerce et de l'Industrie daté du 9 septembre 2026, l'exportation sur l'ensemble du territoire du mil, du maïs, du riz, du sorgho, du blé et de la graine de coton, ainsi que des sons et tourteaux issus de ces produits et de l'arachide. Par dérogation, le sésame, l'arachide et le coton-fibre demeurent exportables, toute autre sortie étant soumise à autorisation expresse des services compétents. Un [arrêté](#) distinct du ministre en charge des finances exonère symétriquement de droits et taxes à l'importation le froment, le maïs, le mil, le riz, les farines et semoules, les aliments du bétail, ainsi que les équipements de forage, de pompage et les intrants destinés aux cultures fourragères, son exécution revenant à la direction générale des Douanes. Ces mesures constituent une réponse à un déficit pluviométrique et à des vagues de chaleur ayant endommagé les récoltes : le PAM recensait au 8 septembre 3,5 millions de personnes en insécurité alimentaire sévère, dans un pays accueillant 1,5 million de réfugiés.

Carburant : les sorties de la raffinerie de Djarmaya chutent de 17 % en août

Selon le [rapport mensuel](#) de l'Autorité de régulation du secteur pétrolier aval du Tchad (ARSAT), les enlèvements de produits pétroliers à la raffinerie de Djarmaya se sont établis à 57,88 millions de litres en août 2026, contre 69,7 millions de litres le mois précédent, soit une baisse globale de 17 %. Le gazole a enregistré le recul le plus important parmi les principaux carburants, avec une baisse de 26 % à 20,43 millions de litres. Les enlèvements d'essence ont diminué de 15 %, à 23,56 millions de litres, tandis que le fioul lourd a chuté de 44 %. Le Jet A1 et le gaz de pétrole liquéfié ont également légèrement reculé, respectivement de 3 % et 2 %. L'ARSAT explique cette tendance par des facteurs saisonniers : les vacances scolaires réduisent les déplacements et la saison des pluies complique l'accès à certains axes routiers, ralentissant ainsi la distribution des produits dans plusieurs zones. Seul le polypropylène a enregistré une progression, de 2 %, au cours de la période.

RDC

Projet de loi de finances 2027 : budget de 24,8 Mds USD en hausse de 12,7 %

Le projet de loi de finances 2027 porte le budget de l'État à 24,8 Mds USD, en hausse de 12,7 % par rapport à l'exercice 2026. La sécurité et la défense figurent au premier rang des priorités, dans la perspective d'un retour de la paix dans l'Est du pays, aux côtés du pouvoir d'achat des ménages et de l'investissement public — infrastructures routières et aéroportuaires, universités, secteur agricole, afin de réduire la dépendance aux importations. Du côté des ressources, la hausse anticipée des recettes repose sur un plan de lutte contre la fraude, l'accélération de la digitalisation du recouvrement, la généralisation de la facture normalisée et une meilleure collecte de la TVA. Elle mobilise également des financements extérieurs, à hauteur de près de 4 Mds USD d'appuis des partenaires, auxquels s'ajoute une fraction de l'eurobond émis en 2026, soit environ 500 M USD de ressources de marché. En corollaire, l'identification des contribuables, personnes physiques comme morales, et la formalisation du secteur informel deviennent des enjeux déterminants.

L'accord aérien entre la RDC et la France est élargi à 11 vols hebdomadaires pour chaque partie

À compter d'avril 2027, les droits de trafic seront significativement augmentés entre la RDC et la France, passant de 7 à 11 fréquences hebdomadaires. Dans un premier temps, Air Congo, qui dessert Paris depuis août 2026, prévoit cinq fréquences hebdomadaires selon un parcours triangulaire Kinshasa-Bruxelles-Paris. Air France continue d'assurer un vol quotidien entre Kinshasa et Paris. Une nouvelle disposition a été ajoutée permettant également la desserte de Lubumbashi. Enfin, l'accord comprend une clause relative au développement durable de l'aviation et à la biodiversité.

Agenda des évènements économiques et institutionnels à venir

Date	Evènement	Lieu
25 septembre 2026	Forum économique France-Tchad (MEDEF)	Paris (France)
6-9 octobre 2026	Sommet international de l'élevage	Clermont-Ferrand (France)
12-16 octobre 2026	African Energy Week	Cape Town (Afrique du Sud)
14-15 octobre 2026	Forum économique « Repats Congo »	Brazzaville (Congo)
14-16 octobre 2026	E-Gov'A 2026	Yaoundé (Cameroun)
15-17 octobre 2026	Cameroon International Tech Summit	Yaoundé (Cameroun)
24-25 novembre 2026	Ambition Africa 2026	Paris (France)
25 novembre 2026	We Are French Touch – The French Creative Industries Summit	Paris (France)

Indicateurs macroéconomiques

		Croissance du PIB réel (en %)			Inflation (moy. Ann, en %)			*Solde Public (en % PIB)			Dette Publique (en % PIB)			Solde courant (en % PIB)			
		2025		2026		2025		2026		2025		2026		2025		2026	
		Valeur	Valeur	**Rév.	Valeur	Valeur	**Rév.	Valeur	Valeur	**Rév.	Valeur	Valeur	**Rév.	Valeur	Valeur	**Rév.	
CEMAC	Cameroun	3,1	3,3	▼ -0,7	3,4	3,5	▲ 0,2	-2,0	-1,7	▼ -0,5	40,4	39,3	▲ 3,0	-3,8	-5,1	▼ -1,2	
	Centrafrique	4,8	2,6	▼ -0,7	1,0	1,5	▼ -1,8	-5,5	-5,0	▼ -5,0	61,8	64,0	▲ 11,4	-3,8	-3,4	▲ 0,6	
	Congo	2,4	2,8	▶ 0,0	2,6	2,8	▼ -0,4	0,3	0,4	▼ -1,8	96,8	91,3	▲ 1,3	-5,9	-6,0	▲ 0,9	
	Gabon	2,5	2,7	▲ 0,1	2,0	2,5	▶ 0,0	-8,5	-10,0	▼ -2,7	78,9	86,1	▲ 4,1	-3,1	-4,3	▼ -3,9	
	Guinée Equatoriale	-6,4	-2,7	▼ -3,1	2,8	3,2	▲ 0,3	-2,5	-1,7	▲ 0,3	40,6	39,1	▲ 1,0	-3,0	-1,6	▲ 2,2	
	Tchad	5,6	5,2	▲ 1,7	-2,6	0,5	▼ -3,1	-1,3	-1,4	▲ 1,0	30,4	29,9	▼ -2,5	0,2	0,8	▲ 3,8	
	CEMAC	2,6	3,0	▼ -0,4	2,0	2,7	▼ -0,5	-2,8	-2,8	▼ -0,8	52,0	51,6	▲ 2,2	-3,2	-3,7	▼ -0,1	
	RDC	5,7	5,9	▲ 0,6	7,4	3,3	▼ -3,9	-2,8	-3,5	▼ -1,9	20,2	24,6	▲ 10,0	-3,7	-2,0	▲ 0,1	
	Sao Tomé	2,1	3,4	▼ -1,3	0,9	9,6	▲ 2,6	-2,5	1,0	▼ -1,3	55,7	50,4	▲ 5,1	-6,3	-4,7	▼ -1,2	

Source : SER à partir du World Economic Outlook (WEO) du FMI, avril 2026
*solde budgétaire global (dons inclus).
** Rév : Révision. Pour chaque variable, la colonne « Rév » indique la révision opérée par le WEO d'avril 2026 pour l'année 2026 par rapport aux dernières prévisions (celles du WEO d'octobre 2025).

Evolution des cours des matières premières

Août-26	Matières premières énergétiques		Matières premières agricoles			Bois d'œuvre	
Référence/mesure	Pétrole Brent (USD/barils)	Gaz naturel (USD/mmbtu)	Cacao (USD/kg)	Café (USD/kg)	Huile de palme (USD/mt)	Grumes (USD/mètre cube)	Bois scié (USD/mètre cube)
Valeur	84	3	6	8	1117	406	649
Variation mensuelle (%)	6%	-4%	6%	1%	1%	2%	1%
Variation annuelle (%)	27%	-5%	-22%	-1%	9%	0%	1%
Variation sur 5 ans	22%	-32%	140%	67%	-2%	-2%	-2%
Variation sur 10 ans	88%	-1%	96%	116%	45%	3%	3%

Source : World Commodities Markets (Banque mondiale, actualisation au rythme mensuel)

Clause de non-responsabilité – La Direction générale du Trésor s’efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, elle ne peut en aucun cas être tenue responsable de l’utilisation et de l’interprétation de l’information contenue dans cette publication.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Efi FRAGER (Service économique régional de Yaoundé)

Rédacteurs : Ibrahim BARRY - Mohamed AYIAGNIGNI – Adrien REBET - Evelyne SILA – Laura LANDREIN – Tony DE AMORIM (SER Yaoundé) ;
Vincent FLEURIET - Ingrid ORAMALU – Hector BIANCONI (SE Brazzaville) ;
Michel BOIVIN (SE Libreville) ;
Pierre SEJOURNE – Joël KAZADI KADIMA (SE Kinshasa) ; Naïma TAHRAN (Correspondante Tchad)

[Rendez-vous sur cette page](#) pour vous abonner & suivez notre page [Linkedin](#).